

Assurance D&O européenne : vers une tempête parfaite?

22 novembre 2022

Par Mathieu Borneuf, SVP, Lignes professionnelles, Europe continentale, Sampo International London Market/Europe Insurance

L'inflation, les retombées post-pandémiques, l'instabilité géopolitique, la flambée des prix de l'énergie et l'attention accrue portée à l'ESG ont augmenté les risques D&O.

Un environnement économique inflationniste, les retombées d'une pandémie, l'instabilité géopolitique, la flambée des prix de l'énergie et l'attention accrue portée à la performance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) des entreprises sont autant d'éléments qui ont renforcé l'attention portée aux risques D&O en Europe.

Les risques liés à l'assurance D&O sont généralement amplifiés lorsque les économies se trouvent dans des eaux difficiles; le climat actuel de récession en Europe et au-delà donnera aux gestionnaires de risques l'occasion de réfléchir et incitera beaucoup d'entre eux à réexaminer leur couverture D&O.

La Banque centrale européenne a récemment déclaré que l'inflation, qui se situe actuellement autour de 8,1%, restera probablement élevée à court terme, en raison de la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires et des pénuries d'autres biens et matériaux, entre autres facteurs.

Le risque d'insolvabilité augmente

Dans toute l'Europe, de nombreux gouvernements sont intervenus pour soutenir les entreprises par des mesures leur permettant de continuer à commercer pendant les pires moments de la pandémie de COVID-19. Il y a maintenant une crainte très réelle que le retrait de ce soutien ne fasse courir à certaines entreprises un risque accru d'insolvabilité.

Si cela ne s'est pas concrétisé dans une large mesure en 2021, les statistiques de la Commission européenne ont montré que les faillites dans l'UE ont augmenté de 2,2% au deuxième trimestre 2022 par rapport au premier trimestre de l'année.

L'Allemagne a connu une augmentation de 26% des faillites en août par rapport à l'année précédente, tandis que la France a connu une augmentation de 35% des procédures de faillite au premier trimestre, par exemple.

Lorsque l'impact de la pandémie se fera pleinement sentir, associé à d'autres facteurs de stress économique, nous pouvons nous attendre à ce que le nombre réel de ces "entreprises zombies" devienne apparent à la fin de l'année et au-delà.

Les recours collectifs en hausse

Alors que le nombre de recours collectifs américains a chuté pendant la pandémie, avec une baisse de 35% du nombre de recours collectifs en matière de valeurs mobilières déposés en 2021 par rapport à l'année précédente, cette réduction des dépôts semble se ralentir, certains experts estimant qu'il y aura un nombre total de 170 dépôts pour 2022, soit une réduction de seulement 6,6% par rapport à 2021.

Avec l'aggravation de l'environnement de récession, il n'est pas certain que ce chiffre reste réaliste. Les entreprises européennes exposées aux États-Unis doivent en être conscientes, tout comme elles doivent savoir qu'en Europe, les actions collectives ou les recours collectifs n'ont cessé d'augmenter ces dernières années.

En 2021, 110 recours collectifs ont été déposés, selon le cabinet d'avocats CMS, ce qui représente une croissance de 120% du nombre de ces recours entre 2018 et 2021.

Les Pays-Bas, en particulier, sont devenus une sorte de hotspot pour les actions collectives et le Royaume-Uni, qui dispose d'un système d'opt-out pour les recours collectifs, a également connu une augmentation significative du volume d'actions déposées.

Le risque que des investisseurs mécontents ou d'autres parties prenantes cherchent à obtenir réparation tend à augmenter en période de turbulences économiques, de sorte que les gestionnaires de risques sont parfaitement conscients de la nécessité de gérer ces risques et, si possible, de les transférer.

Il ne faut pas oublier que même lorsque les affaires sont défendues avec succès, les frais de défense sont souvent importants.

Ramifications en Ukraine

Outre les pertes tragiques en vies humaines et l'instabilité politique causées par le conflit en Ukraine, le conflit a eu des répercussions sur les chaînes

d'approvisionnement de nombreux biens et matériaux, entraînant des pénuries de certains produits de base et une augmentation des coûts pour les fabricants.

L'impact du conflit sur l'approvisionnement et les prix de l'énergie en est un exemple flagrant.

Les administrateurs et les dirigeants, ainsi que leurs équipes de gestion des risques, suivent cette situation avec prudence. Le risque très réel de pénurie d'énergie à l'approche des mois d'hiver en Europe, en particulier pour les secteurs fortement dépendants de l'énergie comme l'industrie chimique, peut entraîner une exposition accrue aux actions des actionnaires.

Les actionnaires peuvent faire valoir que les entreprises auraient dû être mieux préparées aux pénuries d'énergie, ce qui risque de donner lieu à des réclamations complexes.

En plus de ce risque, la nécessité pour certains pays et les entreprises qui y opèrent de dépendre plus fortement des combustibles fossiles pour faire face aux pénuries peut signifier que certains d'entre eux ont des difficultés à respecter leurs engagements ESG - ce qui les expose à nouveau au mécontentement des parties prenantes.

La nécessité pour les entreprises de répondre aux préoccupations ESG de leurs parties prenantes reste une priorité, même dans le contexte d'un environnement économique changeant.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a incité de nombreuses entreprises à cesser leurs activités en Russie et au Belarus, mais d'autres ont fait valoir qu'elles avaient l'obligation de poursuivre leurs activités dans ces pays, car leur arrêt pourrait entraîner des risques pour la santé et la sécurité des citoyens. Là encore, le tableau est complexe.

L'évolution de la dynamique du marché de l'assurance

Ces derniers mois, nous avons constaté que le marché de l'assurance D&O en Europe s'est assoupli plus rapidement que de nombreuses autres branches d'activité. Après une période de durcissement des tarifs et des conditions générales, un afflux de nouvelles capacités - motivé par le retour du marché à un territoire plus rentable - a de nouveau accru la concurrence.

Mais la situation des sinistres ne s'est pas améliorée de manière significative, et une multitude de risques potentiels se profilent à l'horizon. Le marché de la réassurance s'inquiète d'un éventuel manque de discipline sur le marché primaire de l'assurance

D&O, certains assureurs cherchant à accroître leur part de marché malgré la complexité des risques.

Nous pensons qu'à tout moment, mais notamment dans des circonstances économiques difficiles, nos clients ont besoin d'un partenaire fiable et à long terme pour leurs risques D&O. Malgré la volatilité de l'environnement, notre appétit pour la souscription de l'assurance D&O n'a pas faibli ces dernières années.

Nous chercherons à souscrire davantage de couches primaires de couverture et à réduire nos points d'attache - là où nos clients l'exigent - mais nous ne chercherons pas à être agressifs sur les taux; notre objectif est d'être un partenaire durable à long terme. La volatilité n'aide pas les clients.

À l'horizon 2023, les clients D&O sont susceptibles d'avoir un ensemble de préoccupations changeant. Nous leur conseillons vivement de s'assurer que leurs présentations des risques exposent clairement leur dépendance à l'égard de pays impliqués dans des conflits géopolitiques et leurs processus et stratégies pour y faire face, ainsi que leurs objectifs ESG et leurs plans pour gérer d'autres risques.

Aucun d'entre nous ne sait quels nouveaux risques peuvent apparaître au coin de la rue, mais notre objectif est de soutenir nos clients D&O sur le long terme. Un bon dialogue et une planification minutieuse nous aideront à y parvenir.

Première publication dans Strategic Risk Europe